



Independent observer  
of the Global Fund

## FEMMES ET VIH EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

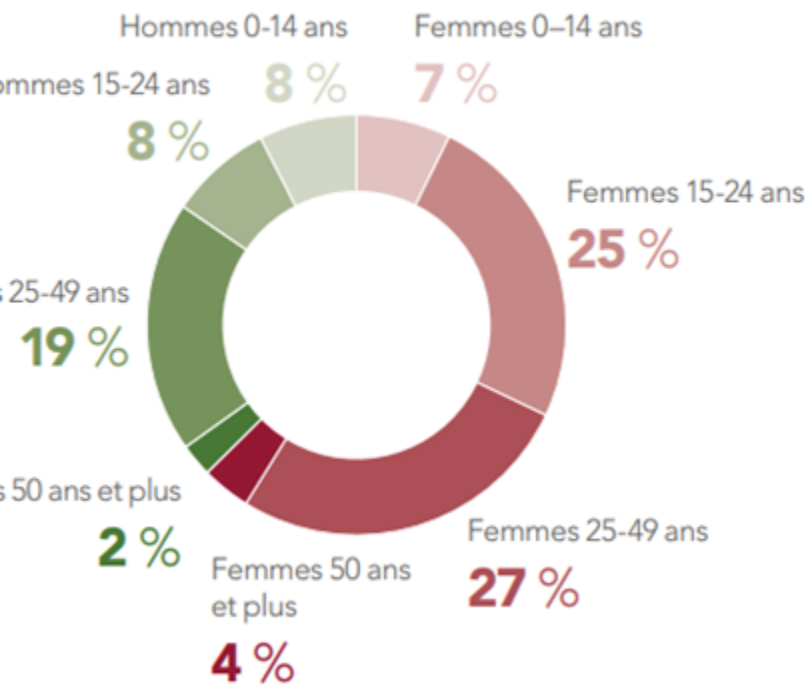
Issue d'un milieu social défavorisé, Chaïdana est une jeune katamalanasienne séropositive décédée en 2015 à l'âge de 19 ans. En dépit de ses brillants résultats scolaires, elle a été contrainte trois ans avant son décès d'abandonner ses études, de renoncer à sa relation amoureuse pour épouser un homme – de 20 ans son aîné- qu'elle connaissait à peine. Ce mariage forcé fût un moment extrêmement douloureux pour Chaïdana. Ce d'autant plus que quelques mois après la célébration du mariage, Chaïdana constata les infidélités répétées de son conjoint. Pire encore, elle faisait face à la violence conjugale. Kamga, son conjoint, n'hésitait pas à la frapper pour un oui ou pour un non. Cette atmosphère de violence empêchait Chaïdana d'exiger de lui des rapports sexuels protégés. C'est ainsi qu'à l'âge de 18 ans, lors des premiers examens relatifs à sa grossesse, elle découvrit qu'elle était séropositive. Inquiète et apeurée par les préjugés, la discrimination et la stigmatisation qui pesaient sur les femmes séropositives dans sa communauté, Chaïdana décida de ne révéler son statut sérologique à personne. La méconnaissance de ses droits et l'absence des services juridiques et para juridiques communautaires achevaient de la désespérer. Elle fit également l'impasse sur le traitement antirétroviral de peur d'attirer les soupçons de son conjoint. Mais un mois avant la date prévue pour son accouchement, une agente de santé de l'hôpital dans lequel Chaïdana se rendait régulièrement pour le suivi de sa grossesse révéla son statut sérologique à quelques résidents du quartier. En l'espace de quelques jours, la nouvelle se rependit comme une trainée de poudre. Et lorsque Kamga apprit la nouvelle, il accusa Chaïdana de l'avoir infecté. Terrorisée par les mots et les coups de son conjoint, elle se sauva un matin pour aller rejoindre ses parents au village. Mais l'oasis d'espérance qui l'habitait au moment de franchir le seuil de la maison parentale fût immédiatement asséché. Sans jamais manquer de lui rappeler qu'aucun mariage n'était exempt de problèmes, ses parents lui ordonnèrent de retourner chez son mari. Quelques jours après son retour, Chaïdana (et le fœtus) trouva la mort après avoir été battue une énième fois.

L'histoire de Chaïdana est une fiction méthodologique qui rend cependant compte de la fin tragique à

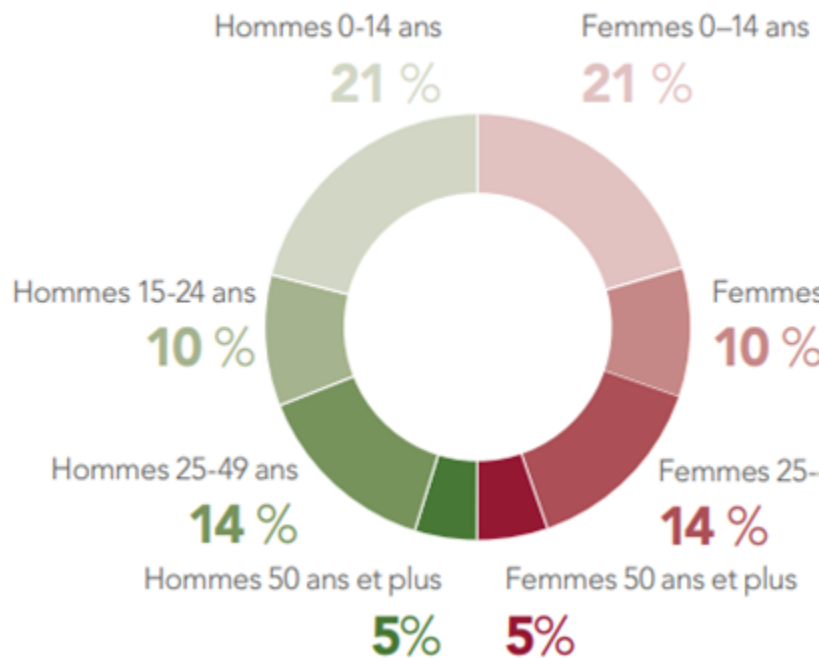
laquelle est exposée quotidiennement [une part importante de femmes et jeunes filles africaines](#).

Alors qu'elles ne représentent que 10 % de la population subsaharienne, les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) constituaient 25 % des infections par le VIH en 2020 selon ONUSIDA.

**Nouvelles infections à VIH, Afrique subsaharienne**

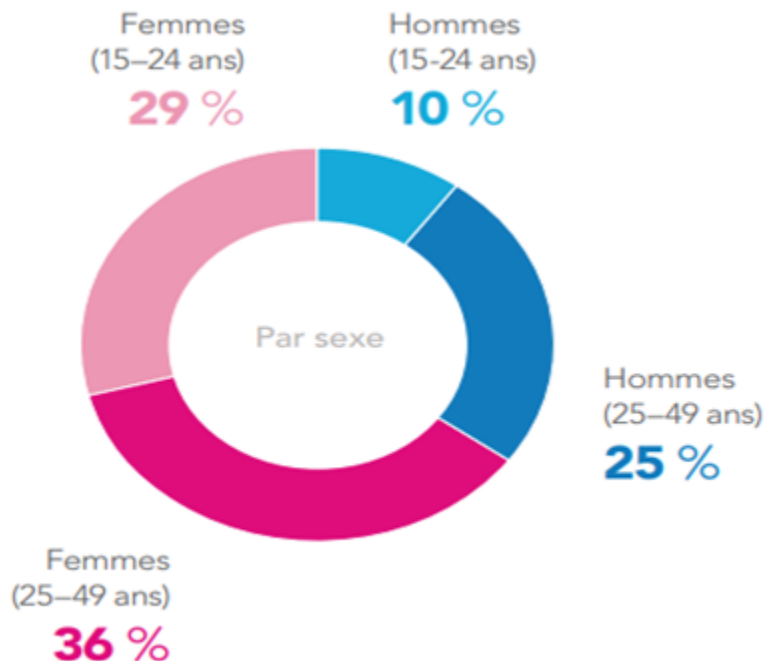


**Distribution de la population, Afrique subsaharienne**



Source : [https://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/2021-global-aids-update\\_fr.pdf](https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2021-global-aids-update_fr.pdf) (p. 26).

La situation est encore plus alarmante en Afrique centrale et de l'Ouest. Toujours en 2020, les femmes et les jeunes filles (âgées de 15 à 49 ans) de ces deux régions représentaient 65% des nouvelles infections au VIH. Fait majeur : la fréquence des infections au VIH chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans est supérieure de 60% à celle observée chez les jeunes hommes du même âge.



Source : [https://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/2021-response-to-hiv-in-western-central-africa\\_fr.pdf](https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2021-response-to-hiv-in-western-central-africa_fr.pdf)

Le VIH s'épanouit à l'ombre des inégalités et de la violence basée sur le genre.

La collecte continue et sans cesse affinée des données statistiques a permis de constater que l'exposition accrue et disproportionnée des femmes au VIH est due à une convergence de plusieurs facteurs : l'inégalité des genres, la subordination économique et politique des femmes, la violence basée sur le genre (VBG), les lois et politiques punitives, les pratiques abusives des forces de l'ordre, la persistance de certaines normes sexospécifiques (croyances religieuses, pratiques culturelles, etc.) discriminatoires et stigmatisantes. Les écarts dans la riposte au VIH, les infections qui en résultent et le taux de mortalité par les maladies opportunistes suivent très souvent la ligne de faille des VBG et des inégalités hommes-femmes.

Dans certains pays africains, jusqu'à 45 % des adolescentes déclarent que leur première expérience sexuelle a été forcée (<https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/hiv-and-aids/facts-and-figures>). À l'instar de Chaïdana, nombreuses sont ces femmes et jeunes filles qui ne peuvent négocier des relations sexuelles sans risque avec leurs partenaires, ni décider de façon libre et autonome de l'usage d'un contraceptif. Mariées pour la plupart avant leur dix-huitième anniversaire ([https://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/global-partnership-hiv-stigma-discrimination\\_fr.pdf](https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/global-partnership-hiv-stigma-discrimination_fr.pdf), p. 9), celles-ci ne disposent que d'un accès très restreint aux informations de prévention du VIH. À l'échelle continentale, sur 10 adolescentes et jeunes femmes de 15 à 24 ans, seulement 3 d'entre elles ont des connaissances complètes et exactes sur le VIH. Or, à en croire ONU-FEMMES :

« Le manque d'informations sur la prévention du VIH et l'impossibilité d'utiliser de telles informations dans le cadre des relations sexuelles, y compris dans le contexte du mariage, compromettent la capacité des femmes à négocier d'un préservatif et à s'engager dans des pratiques sexuelles plus sûres ».

VIH/sida : quelques faits et chiffres. Prévalence et nouvelles infections. Source : <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/hiv-and-aids/facts-and-figures>

C'est dans l'optique de lutter contre de telles injustices systémiques que le Fonds mondial a lancé l'initiative : « Lever les obstacles ». Il s'agit de verser « des fonds de contrepartie à effet catalyseur et [de fournir] un soutien technique pour stimuler le développement et la mise en œuvre de programmes nationaux de lutte contre les injustices qui continuent de nuire aux avancées dans l'éradication du VIH, de la tuberculose et du paludisme » (p. 2). En dépit de nombreux obstacles liés notamment à la Covid-19, l'initiative semble tenir la promesse de fleurs. Le Rapport d'évaluation à mi-parcours de l'initiative constitue déjà une puissante boussole et un précieux répertoire de pratiques inspirantes.

Les vies des femmes comptent

Puisant dans les données recueillies dans les 20 pays dans lesquels l'initiative est menée, le Rapport montre que le succès de la lutte contre le VIH passe nécessairement par une défense plus importante des droits humains. Il s'agit très concrètement de lutter contre la stigmatisation et la discrimination, ainsi que contre les autres obstacles juridiques et sociaux et barrières liées aux droits et au genre, qui rendent les populations clés et les empêchent d'accéder aux services de prévention, de traitement, de soins contre le VIH (p. 6.).

Le programme VIVA+ cité le Rapport est un exemple et une pratique éloquente dont pourrait s'inspirer d'autres pays :

« Soutenu par le Fonds mondial, le projet Viva+ a atteint 100 000 femmes, filles, femmes transgenres et hommes des rapports sexuels avec des hommes par des séances d'éducation aux droits humains qui comprenaient des ateliers axés sur la santé sexuelle et reproductive et la violence fondée sur le genre. Cette démarche a été saluée comme un élément essentiel des efforts considérables et soutenus du Mozambique visant à réduire la charge disproportionnée du VIH sur les jeunes femmes et les filles, y compris les travailleuses du sexe. »

Fonds mondial, Évaluation à mi-parcours. Rapport de synthèse Initiative « Lever les obstacles » du Fonds mondial, Genève, Suisse, Juillet 2022, p. 20. Lien vers le rapport : [https://www.theglobalfund.org/media/12206/core\\_2\\_breaking-down-barriers-mid-term-assessment\\_summary\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/12206/core_2_breaking-down-barriers-mid-term-assessment_summary_fr.pdf)

Le Rapport présente également d'autres mesures intéressantes pour sortir de cette spirale particulièrement meurtrière pour les femmes et les jeunes filles.

Associer les concernées.

L'initiative « Lever les obstacles » montre qu'il y a un gain d'efficacité chaque fois que l'on « autonomise les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose, les survivants de la tuberculose et d'autres populations clés, en les mobilisant à titre d'assistants juridiques pairs et pour assurer la surveillance des atteintes aux droits humains » (p. 7). En fait, l'initiative postule implicitement que les décisions prises suivant cette approche participative seront d'autant meilleures qu'elles auront été soumises à l'appréciation des premières concernées, en l'occurrence ici les femmes et les jeunes filles. Plus largement, l'épithète « participative » ramène l'enjeu de la lutte contre le VIH à une échelle de proximité beaucoup plus précise, inclusive et engageante. Il permet de d'accroître la motivation et de mettre en selle l'empowerment des femmes dans une perspective de lutte durable contre la pandémie.

Accroître les investissements

Le Rapport nous apprend aussi, ce qui est en réalité connu de tous, que l'argent demeure l'élément clé de la lutte contre les maladies. Si on veut vaincre le VIH, il faut accroître le financement destiné à la prévention, au dépistage et au traitement. À l'échelle mondiale, la collecte d'au moins 18 milliards de dollars US au terme de la septième Reconstitution des ressources du Fonds mondial permettrait à cet égard de s'attaquer aux déterminants structurels qui rendent certaines personnes particulièrement vulnérables à la maladie et les empêchent d'accéder aux services de santé dont elles ont besoin.

Pour terminer, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la mobilisation des fonds pour la lutte contre le VIH, tuberculose et paludisme n'est pas une dépense, mais un investissement nécessaire et crucial dans la mesure où elle permettrait, si l'on en croit la Stratégie du Fonds mondial (2023-2028) ([https://www.theglobalfund.org/media/11786/publication\\_seventh-replenishment-investment-case\\_summary\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/11786/publication_seventh-replenishment-investment-case_summary_fr.pdf)), de réduire les inégalités en matière de santé, notamment les obstacles liés aux droits humains et au genre qui entravent l'accès aux services (p. 79). La vie de millions de jeunes filles et femmes africaines en dépend.

[Read More](#)

---